



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

668/jpr/eh

Arrêté du 25 février 2026 portant mise en demeure à la société ETEX de respecter les dispositions applicables à son site d'Ottmarsheim (68)

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L.171-8,

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 20 décembre 2018), et notamment les articles 58-III et 81,

Vu le rapport de l'inspection du 14 août 2025 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Vu le courriel de l'exploitant en date du 2 octobre 2025, demandant une prolongation du délai de remise en conformité,

Vu le rapport de l'inspection du 30 janvier 2026 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé,

Considérant que les articles 58-III et 81 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé imposent des valeurs limites d'émission pour les installations de combustion,

Considérant que lors de l'inspection du 14 août 2025, il a été constaté que l'exploitant ne respectait pas les valeurs limites pour le paramètre NOx (les NOx regroupent différents oxydes d'azote : monoxyde d'azote, dioxyde d'azote et protoxyde d'azote), que ces constats ont conduit à une demande d'action corrective, pour une remise en conformité en mars 2026,

Considérant le courrier de l'exploitant du 2 octobre 2025 susvisé demandant un délai

supplémentaire jusqu'en septembre 2026 et la demande lors de la visite d'inspection du 30 janvier 2026 de prolonger ce délai jusqu'au 31 décembre 2026,

Considérant qu'au vu des contraintes techniques et financières invoquées par l'exploitant, un délai jusqu'au 31 décembre 2026 peut être accordé pour la mise en conformité,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement :

« indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société ETEX désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé Zone Industrielle, 68490 OTTMARSHEIM, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les dispositions applicables pour l'exploitation de ses installations situées à Ottmarsheim.

Article 2 : avant le 31 décembre 2026, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 3 août 2018. Elles sont les suivantes :

«art 58-III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;

[...]

	Puissance	SO ₂ (mg/Nm ³)	NO _x (mg/Nm ³)	Poussières (mg/Nm ³)	CO (mg/Nm ³)
[...]					
Gaz Naturel, Biométhane	10≤P<20	-	120 (4)	-	100
[...]					

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm ³)
[...]		
(4)	Installation dont plus de 50% de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée	NO _x : 150
[...]		

Article 3 : avant le 31 décembre 2026, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 81 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé .Elles sont les suivantes :

«art. 81 Les valeurs limites d'émission à la section 3 du chapitre V du présent arrêté sont considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.»

Article 4 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5: la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 25 février 2026

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD